

## RDC : La révision de la Constitution "favorise la tricherie", selon l'opposition

PANA, 10 janvier 2011 Kinshasa, RD Congo - Les partis et regroupements politiques membres de l'opposition en République démocratique du Congo (RDC) considèrent que la proposition de la mouvance présidentielle de réviser la Constitution a "pour unique objectif d'organiser la tricherie à grande échelle et participe d'une dynamique de confiscation de tous les pouvoirs d'Etat par un seul individu", selon une déclaration transmise lundi à la PANA. Pour l'opposition politique, la révision de la Constitution afin de ramener le scrutin pour l'élection du président de la République à un seul tour est "une dangereuse marche en arrière", qui aura pour conséquence inéluctable, le trébuchement de la légitimité du chef de l'Etat, avec comme corollaire, la multiplication des contestations de son pouvoir et l'instabilité dans le pays. "Le mode de scrutin à deux tours pour l'élection présidentielle et des scrutins au système proportionnel pour les élections législatives est l'aboutissement d'une longue lutte des forces du changement démocratique contre la dictature dans le pays", souligne la déclaration de l'opposition, affirmant que ce mode est "adapté aux réalités sociopolitiques de la RDC, pays à dimensions d'un sous-continent". L'opposition politique demande, à cet effet, au président Joseph Kabila, à l'occasion de ce mois de janvier 2011 son dixième anniversaire à la tête de l'Etat, d'abandonner son projet "tendant à imposer des règles taillées sur mesure pour se maintenir au pouvoir et contourner la volonté de changement qui anime le peuple congolais", avant d'exhorter la Communauté Internationale à soutenir le peuple congolais dans sa lutte pour la démocratie. Contrairement aux affirmations du porte-parole du gouvernement, l'opposition politique affirme que la RDC devrait disposer des moyens financiers suffisants pour organiser l'élection présidentielle à deux tours et des élections législatives telles qu'initialement prévues. Le porte-parole du gouvernement, s'exprimant au nom de la majorité au Parlement, avait déclaré, le 3 janvier dernier, que la famille politique du chef de l'Etat allait soumettre au Parlement une proposition de révision de la Constitution, afin de ramener le scrutin pour l'élection du président de la République à un seul tour, au lieu de deux notamment pour des contraintes financières. L'élection présidentielle en RDC est prévue le 27 novembre 2011.